

<https://collectiflieuxcommuns.fr/?556-entre-democratie-sauvage-et>



# Entre démocratie sauvage et barbarie marchande

- Documents extérieurs - Autonomie sociale : Démocratie directe - Apports théoriques : Imaginaire, culture, création -



Date de mise en ligne : samedi 10 décembre 2011

---

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

---

Isabelle Garo, *Entre démocratie sauvage et barbarie marchande*, in *La Revue Internationale des Livres et des Idées*, 05/02/2008, url:<http://www.revuedeslivres.net/articles.php...>

## À propos de Claude Lefort, *Le Temps présent - Ecrits 1945-2005*

Par Isabelle Garo

Ce *Temps présent* est, à bien des égards, d'une autre époque : celle où une partie de la gauche s'efforçait laborieusement de s'arracher à l'attraction du marxisme et à la perspective d'un dépassement du capitalisme. Pourtant, et précisément parce que la tentative a réussi au-delà des espoirs les plus fous d'alors, il est intéressant de suivre le parcours de Claude Lefort, qui fut l'un des théoriciens les plus en vue de la pensée politique française, à travers ce fort volume de plus de 1000 pages qui rassemble des articles publiés au cours des soixante dernières années. D'entrée de jeu, le caractère récapitulatif de l'ouvrage semble inviter à la reconstitution d'une trajectoire théorique dans le siècle, dont la courbure rendue ainsi visible est le résultat sans doute le plus précieux de cette entreprise éditoriale.

Se confrontant au feu de l'événement tout au long de la période concernée, Claude Lefort se donne certes pour tâche d'en suivre le surgissement, de la révolution hongroise au gaullisme finissant, de la crise polonaise à la chute du Mur, dans des textes d'intervention écrits sur le vif et dont certains furent publiés dans des quotidiens de grande diffusion, principalement *Le Monde* et *Libération*, d'autres dans des revues, *Les Temps Modernes*, *Socialisme ou Barbarie*, *Esprit* en particulier, ou bien encore sont des transcriptions de conférences données à l'EHESS et dans divers colloques. Mais ces interventions et leur lieu initial de publication révèlent surtout, à la fois, la notoriété précoce qui fut, dès la fin des années 1950, celle d'un intellectuel engagé, et la cohérence d'un projet théorique qui se donna pour but de forger la définition conjointe de la démocratie et du totalitarisme et de la substituer à toute autre lecture politique, tout spécialement à la critique du capitalisme et à la perspective socialiste ou communiste de son dépassement. En sorte que l'engagement de Claude Lefort se donne ici à lire comme participation constante et efficace au retournement de conjoncture idéologique et politique qui caractérisa tout le demi-siècle, dont l'offensive anticommuniste de la Guerre Froide fut le point de départ et dont l'effondrement du régime soviétique semble devoir clore, ou du moins dévier sensiblement, la trajectoire.

C'est pourquoi l'événement se fait ici ponctuation d'un propos théorique, dont la vigueur première, faiblissant par la suite, provient de la capacité à offrir une nouvelle grille de lecture tout en ajustant sans cesse celle-ci aux circonstances de la conjoncture. Du moins à certaines de ses circonstances. Car on ne peut qu'être frappé par la sélection drastique des dits événements que l'ouvrage révèle : si le demi-siècle de Lefort est celui de l'échec du socialisme de l'Est, de ses raidissements autoritaires et de son coma bureaucratique, il relègue dans l'ombre l'ensemble des mutations sociales et culturelles de la période, la crise économique du début des années 1970, la reconquête libérale qui s'amorça dans sa foulée, les transformations des rapports de forces mondiaux, la politique étrangère américaine, ainsi que toute l'histoire contemporaine de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine (évoquée seulement pour affirmer le caractère non totalitaire des dictatures qui y sévirent). S'il est donc impossible de lire ce livre comme une chronique exhaustive du demi-siècle, il est véritablement passionnant de voir mieux se dessiner, au travers de cette compilation, la portée stratégique, voire tactique, de la démarche de son auteur, comme si, par cette publication, il s'attachait à en refermer lui-même la courbe autour de son foyer politico-théorique.

On peut donc affirmer que, sous la thématique de l'événement et la plaidoirie pour le respect des faits contre toute lecture doctrinale, c'est bien une redéfinition de la politique qui s'opère, au point que le véritable événement est à la fois le plus hexagonal et le moins énoncé par ce livre : l'hégémonie conquise de haute lutte en France, à partir du milieu des années 1970, de la lecture antitotalitaire. Mais c'est aussi le mérite du travail de Claude Lefort, loin des mouvances les plus tapageuses et salonniers de l'antitotalitarisme que de le donner à comprendre, à l'heure même où cette hégémonie perdure mais s'épuise, et peine à traiter du temps présent comme le prouvent les textes plus pesants et embarrassés qui ferment ce volume. C'est justement pourquoi il faut revenir à son commencement pour saisir la cohérence d'une pensée toujours soucieuse de se démarquer, mais consciente au plus haut point de ses enjeux politiques immédiats.

Le volume s'ouvre sur un article de 1945, « l'analyse marxiste et le fascisme », publié dans les Temps Modernes, compte rendu du livre de Daniel Guérin, Fascisme et grand capital, sollicité par celui qui fut le maître de Lefort, Maurice Merleau-Ponty. Alors qu'il n'est âgé que de vingt-et-un ans, Claude Lefort est déjà engagé dans un parcours à la fois théorique et militant, comme le rappelle [le précieux entretien avec L'Anti-Mythes publié quelques pages plus loin](#). Ayant, dès 1943, rejoint un groupe trotskiste clandestin, Claude Lefort s'éloigne d'emblée d'une analyse qu'il juge relever d'une « sacralisation du marxisme-léninisme » (p. 226) et sera immédiatement convaincu par l'analyse de l'URSS proposée par Cornelius Castoriadis, alors tout juste arrivé en France. Participant avec lui à la création de Socialisme ou Barbarie, Lefort s'oriente très tôt vers un travail d'analyse de la bureaucratie soviétique, qui rompt avec l'analyse de Trotski et affirme la naissance d'une nouvelle société de classe. Le militantisme de Socialisme ou Barbarie prend tout de suite la forme de confrontations polémiques virulentes, engagées avec les autres courants de la gauche et de l'extrême gauche, le faible enracinement social du groupe étant contrebalancé par l'ambition théorique de ses fondateurs. C'est en 1958, au moment où Castoriadis envisage la construction d'une véritable organisation politique, que Lefort rompt avec le groupe : « Il y a eu une contradiction permanente entre le caractère de la revue, qui était largement une revue théorique, il faut bien le dire, et la prétention à une propagande, à une action en milieu ouvrier » (p. 234). Le projet de Lefort devient alors clair à ses propres yeux : « C'étaient les principes fondamentaux de l'action révolutionnaire, auxquels j'adhérais depuis quinze ans, que je voulais mettre en question. Et d'abord l'image même de la Révolution » (p. 236).

À partir de ce moment inaugural d'engagement et de rupture, Claude Lefort entame un parcours théorico-politique qui ne cessera de reprendre et de prolonger cette double dimension, faisant de la théorie le lieu d'un repli (hors du champ militant traditionnel) mais tout aussitôt l'occasion d'un redéploiement (sur le terrain de l'intervention idéologique) : c'est par le moyen de la critique poursuivie de la bureaucratie et par son apport à la thématisation - déjà multiple et complexe - du totalitarisme que Lefort jouera finalement un rôle politique majeur et il apparaît clairement, à la lecture de ce recueil, que le projet en est très tôt conçu, dès 1956 (p. 350), bien avant que sa médiatisation n'en alimente ad nauseam le discours proliférant. À partir de cette date, ses travaux témoignent de la recherche d'une voie non communiste, mais s'efforçant de demeurer critique à l'égard d'un capitalisme dont la « dynamique sauvage » (p. 798) est présentée comme redoutable, tentant d'éclairer la période de l'après-guerre autrement qu'à la lumière de la perspective révolutionnaire. Au lendemain de la Libération, l'irruption de la Guerre Froide et le désenchantement croissant à l'égard de l'URSS, le raidissement du PCF et son incapacité à adapter sa ligne stratégique à la nouvelle donne, clôturent la période antérieure et rendent alors possible une critique du marxisme et du communisme jusque-là difficilement envisageables à gauche. Mais, à relire aujourd'hui les premiers articles de Claude Lefort, on mesure à quel point le contexte interdit encore d'engager une critique trop frontale et contraint tous ceux qui veulent se démarquer de la gauche communiste à développer essentiellement une critique de la bureaucratie soviétique, reconduisant par ailleurs une analyse en termes de luttes de classes.

Le premier pas de côté décisif, qui consomme la rupture avec toute gauche contestataire, survient en 1967, à l'occasion de l'article paru dans Combat, qui riposte au manifeste d'intellectuels de gauche protestant contre les annexions de territoires par Israël à l'issue de la guerre des Six Jours. Lefort attaque alors comme relevant du « Grand Savoir d'intellectuels de gauche, rejeton d'un marxisme défunt » (p. 201) les thèses de ceux qui dénoncent l'opération israélienne et réclament le retour aux frontières antérieures, revendication absurde face à la réalité d'un rapport de force que le marxisme n'a aucunement, dit-il, les moyens de désavouer : « qu'un État tire avantage de sa

victoire, alors qu'il a été provoqué à se servir de ses armes, il ne devrait pas y avoir là matière à indignation « (p. 199). Dans le contexte français du moment, très tendu et de large soutien à l'offensive israélienne, on assiste ainsi à une première redéfinition des clivages politiques antérieurs qui permet à une gauche non communiste de se rapprocher ostensiblement d'une partie de la droite, ravie de pouvoir faire oublier par son soutien tonitruant à la politique israélienne son passé collaborationniste. S'esquisse alors une reconfiguration politique et idéologique globale, qui ouvre désormais la voie à une critique frontale du marxisme politique, cette critique étant à son tour l'une des conditions de cette transformation. Dans ce contexte de mutation, les thèses antitotalitaires doivent leur efficacité à une double caractéristique : d'une part, leur volonté de décrire et de dénoncer le blocage de sociétés socialistes qui ont perdu leur vertu de modèle alternatif en le ramenant au péché originel de tout projet de dépassement du capitalisme ; d'autre part, leur capacité à se construire en récit alternatif simple et crédible, présentant à l'occasion une version savante plus raffinée.

Pour comprendre le succès rapide d'une telle élaboration, il faut rappeler que les pays de l'Est s'enfoncent alors dans la stagnation et présentent le visage de la répression, en particulier à Berlin, en Hongrie, en Tchécoslovaquie et en Pologne, à quoi s'ajoutera en France l'impact de la publication en 1974 de l'Archipel du Goulag de Soljenitsyne, (auquel Claude Lefort consacra un livre entier) qui permettra de propager une lecture unilatérale de la situation politique mondiale. Dans un ouvrage majeur, Michael S. Christofferson a étudié cette opération idéologique française, qui rencontrera après 68 le terreau de son succès, la contre-offensive libérale et l'invention médiatique des « nouveaux philosophes » permettant au milieu des années 1970 sa diffusion élargie, alors que l'Union de la gauche ravive le débat autour de la perspective d'un changement de société. À cet égard, Lefort ne se fait pas faute de dénoncer dans le PCF un parti totalitaire à chaque fois que l'occasion s'en présente, engageant le PS à faire cesser cette alliance « contre nature » (p. 446).

Toutefois, si l'anticommunisme des textes présentés ici est sans réserve et à l'évidence l'un des motifs de leur rédaction, l'intérêt de Claude Lefort pour Marx demeure central et, refusant tout rapprochement entre Marx et le goulag, il n'a pas de mots assez durs pour les « gnomes » qui « cherchent à s'avancer sur le devant de la scène en chassant le fantôme de Marx » (p. 314), rejetant même la « simplification outrancière de la pensée de Marx » (p. 600) qu'opère selon lui Hannah Arendt. Lefort dénonce le marxisme dans son ensemble et par-dessus tout ses visées politiques, mais, en même temps, appelle de ses vœux une lecture de l'oeuvre marxienne faisant droit à « l'indétermination qui accompagne le mouvement de l'écriture » (p. 280), contre un structuralisme qui la nie et contre une tendance générale de la philosophie française, marquée au sceau de l'épistémologie contemporaine, à clore la théorie sur elle-même, tendance contre laquelle, dès 1976, il se livre à une charge vive qui fait de lui l'un des rares penseurs, il faut le souligner, qui s'efforce alors de maintenir liés effort théorique, attention à l'actualité et engagement politique.

Il est frappant de constater, en lisant les articles du milieu des années 1970, que l'indétermination, concept central de sa pensée, d'abord portée au crédit d'une histoire ni prévisible ni maîtrisable (dès la fin de la guerre), est utilisée dans un second temps pour caractériser l'oeuvre de Marx elle-même, avant d'être inscrite au coeur même du processus démocratique tel que le définit Claude Lefort, désignant la permanence ce « lieu vide » qu'est le lieu du pouvoir. Il peut alors définir la société démocratique comme société « en quête continuée de son propre fondement » (p. 465), mettant les hommes et les institutions « à l'épreuve d'une indétermination radicale » (p. 466). C'est précisément cette indétermination, et la difficulté qu'il y aurait à l'endurer, qui font naître en retour le fantasme de l'unité et enracinent dans la démocratie elle-même la tentation et la menace totalitaire. Lefort peut alors présenter tout projet de régulation économique et sociale comme une « fiction rationaliste » (p. 241), éminemment dangereuse, nourrissant la vision totalitaire d'une fusion entre État et société civile, qui autorise selon lui le rapprochement du communisme et du fascisme sous l'étiquette totalitaire.

Cette élaboration théorique est ici à plusieurs reprises rappelée, mais, compte tenu de la nature des textes ici présentés, elle se trouve avant tout directement confrontée aux événements qu'elle est censée éclairer. Si sa présentation la plus théorique présente une dimension philosophique prépondérante, qui étaye le discours savant et

technique de la « transcendance interne du social » (p. 468) sur quelques considérations historiques brossées à grands traits, ses usages conjoncturels se font plus tortueux, voire embarrassés, s'efforçant d'échapper à une caractérisation politique trop directe que pourtant ils assument. Ainsi, si Lefort accorde que le capitalisme sans frein peut engendrer de « nouvelles formes d'autoritarisme » (p. 781), il affirme aussitôt le lien essentiel qui apparie la démocratie au capitalisme, comptant la « liberté d'entreprise » au nombre des « libertés fondamentales » (p. 566). C'est sans doute concernant l'Amérique latine à l'époque de la fin des dictatures que le dilemme devient le plus patent : Claude Lefort concède qu'une transition démocratique ne peut se passer d'un « programme clair de limitation des effets de la pauvreté » (p. 623), mais il fait précéder cette remarque de l'affirmation réitérée de la parenté fondatrice de la démocratie et du capitalisme, et précise : « nous devons avoir le courage d'expliquer que la démocratie ne saurait résoudre les problèmes qui naissent des désordres du marché mondial » (p. 623). Il est vrai que le continent sud-américain pose depuis longtemps problème à une pensée antitotalitaire qui se réclame de la gauche et qui y rencontre, dès les années 1970, son brutal principe de réalité politique : si les dictatures du Chili, de l'Argentine, de l'Uruguay et du Brésil ne sont guère défendables comme telles, Claude Lefort fait cependant valoir à leur décharge que, d'une part, elles ne présentent aucune force de séduction et sont donc d'un danger moindre que le socialisme, et que, d'autre part, beaucoup de leurs opposants « rêvent de l'établissement d'un État totalitaire » (p. 441). Oubliant que le Chili de Pinochet fut le terrain d'expérimentation des conceptions néolibérales de Milton Friedman, Lefort se risque à assurer que « nous ne pouvons concevoir à présent une démocratie qui ne soit pas libérale, ni la formation d'un régime libéral qui soit antidémocratique » (p. 748).

S'il ne s'agit pas pour autant de réduire l'effort théorique de Lefort à une simple justification après-coup, de nature strictement instrumentale, on doit cependant le lire à la lumière de ses choix politiques fondateurs. De ce point de vue, on peut considérer que la tentative de « troisième voie » lefortienne est obtenue par l'alliance entre de tels choix et une subtile définition de la démocratie, qui les autorise sans s'y réduire et s'attache à préserver une thématique émancipatrice. En effet, Lefort veille à ne pas ramener la démocratie à une simple construction institutionnelle, mais à souligner sa dimension de processus ouvert, jamais stabilisé, toujours dynamisé mais aussi toujours menacé par des revendications sociales qui en excèdent les avancées acquises. Cette conception semble d'abord rapprocher Lefort de ceux qui saluent les mobilisations tout en les redéfinissant comme micro-politiques et repensent le pouvoir à l'écart des enjeux globaux et de la question de l'État. Ce n'est cependant pas le cas et Lefort développe une critique virulente de tout « discours qui tend à rendre le pouvoir invisible » (p. 293), d'une « révolution du concept devenue le rejeton bavard, affairiste, pesant de l'espérance de 68 » (p. 289) s'attachant à colmater la « brèche » pourtant spécifiquement politique ouverte par Mai (p. 288) et cela alors que, dans le même temps, l'État accroît considérablement ses prérogatives.

C'est justement pour contrer cette « occultation » de la politique, que Lefort décrit, dans un vocabulaire marxiste curieusement résurgent, comme « idéologie bourgeoise » tombée en « décrépitude » (p. 292), qu'il entreprend reconstruire une théorie politique, s'affrontant continûment au marxisme dans la mesure où elle a les mêmes ambitions que lui et des buts opposés. C'est précisément pourquoi il ne saurait être de ceux qui dénie la conflictualité sociale : il fait du « potentiel de revendication » (p. 392) la condition même de la vie démocratique, pour autant que ce potentiel ne se fait porteur d'aucun projet politique, et qu'il s'accommode de la « non-homogénéisation du social » (p. 400), c'est-à-dire des inégalités. Ouvrant la porte à une relative contestation, Lefort sait la refermer devant toute mise en cause d'une réalité sociale, réarticulée marginalement au politique, mais jamais associée à la question du travail, de l'organisation de la production et de la répartition des richesses. En ce sens, la voie est étroite entre des thèses qui réaffirment la maîtrise possible des hommes sur leur histoire économique et sociale (incluant jusqu'à la théorie de l'auto-institution du social de Castoriadis que Lefort juge resté trop lié à Marx (p. 259)) et le discours traditionnel de la représentation parlementaire comme épuration des passions et délégation achevée, loin d'une souveraineté populaire demeurée formule pieuse et symbole vide.

Face à cette difficulté, la solution lefortienne consiste très habilement à proclamer l'effectivité du symbolique comme tel et à souligner la signification politique des droits de l'homme : la reconnaissance de l'apport des luttes ouvrières à la démocratie doit conduire à lire leur histoire propre comme un « chapitre de l'histoire des droits de l'homme » (p. 420). Le peuple étant par définition « le pôle du non-pouvoir » (p. 355), toute accession de celui-ci à la souveraineté

effective ne peut qu'engendrer une nouvelle bourgeoisie ou une bureaucratie. Finalement, ce sont avant tout les revendications des minorités qui trouvent grâce à ses yeux (p. 392), parce que l'universalité qu'elles défendent n'est rien d'autre que celle du droit lui-même, au sein d'un cadre politico-social inchangé.

La construction démocratique, dont Lefort veut maintenir la dimension processuelle, prend ainsi un tour juridique, d'aménagement du conflit et d'accumulation des droits aux marges de la réalité économique-sociale. La thèse du vide central de la démocratie est une ingénieuse métaphore qui, telle la lettre volée de Poe, semble désigner au lecteur un mystère, une « énigme », à l'endroit même où se construit un interdit portant sur tout projet de transformation radicale. Un tel projet se voit aussitôt reconduit aux aspirations totalitaires de ceux qui se vouent fanatiquement au fantasme de l'unité reconstituée et de la fusion entre la société civile et l'État. La thèse est d'autant plus centrale qu'elle a valeur d'unique contre-feu conceptuel objecté à toute initiative qui irait au-delà du type de contestation sociale qu'organise en France la CFDT, fer de lance de la construction de cette « deuxième gauche ». Mais un tel discours, aussi cohérent et puissamment relayé soit-il, sera finalement et paradoxalement fragilisé par sa victoire même : une fois le « totalitarisme » devenu un thème rebattu, une fois surtout que s'est effondré l'ennemi soviétique, que le PC est entré en déclin et alors que le PS a rompu avec toute perspective de transformation sociale, il apparaît clairement que le libéralisme qui l'a emporté n'est guère synonyme d'essor démocratique. Si Lefort énonce, dès le début, quelques craintes à cet égard, ses dernières interventions se présentent comme des partis pris à la fois clairs et tranchés, mais désenchantés, et qui ont perdu l'allant et l'audace des premiers temps.

De fait, à partir du début des années 1990, l'heure n'est plus à la diabolisation de l'ennemi, pas plus qu'elle n'autorise à encenser le vainqueur libéral. La dimension conceptuelle de l'analyse faiblit, sans que soit jamais perdus de vue, pourtant, les clivages politiques fondamentaux : preuve en est le soutien de Claude Lefort à la pétition lancée en novembre 1995 par Esprit, saluant le courage de Nicole Notat qui appuie le plan Juppé de réforme de la Sécurité sociale. Dans l'article du Monde publié peu après, oubliant soudain sa propre apologie des luttes, Lefort conspu le « populisme de gauche » (p. 831), ainsi que l'« archéo-marxisme » (p. 832), l'aigreur soudaine cachant mal la maigreur théorique du propos. La période flamboyante de l'antitotalitarisme est close. Reste une étrange défense par défaut d'un libéralisme, qui pourrait bien dégénérer, prévient Lefort, en une simple économie de marché si l'on n'y prend garde, en un économisme sans politique, mais qui ne présente cependant pas de si grands dangers, affirme-t-il, puisque l'offensive thatchérienne elle-même n'a quand même pas supprimé le droit de vote, et a conservé « le principe même » de droits sociaux, « alors que dans les faits, l'on cherchait à considérablement réduire leur portée » (p. 749). Maigre consolation et qui ressemble surtout au pavé de l'ours, dès lors que le droit se trouve de nouveau écartelé entre principes et faits, ce que toute la théorisation antérieure visait à conjurer.

Au total et à lire ces derniers textes, l'élégante théorie du « lieu vide » se révèle hantée par la conception libérale la plus traditionnelle de la représentation parlementaire, qui vante la « compétition réglée » (p. 465) des gouvernants, le respect des « droits des minorités » (p. 465), l'action politique du peuple ramenée au pouvoir « d'apprécier le jeu des acteurs » et de concevoir « l'intrigue de la politique » (p. 618), l'impérieuse nécessité du « libre-échange et de la libre entreprise » (p. 781), les relents de « servitude volontaire » de la thématique du « tous unis » (p. 902) et, pour couronner le tout, la révérence obligée à Tocqueville, Guizot et Constant, qui « ouvrent la voie à une théorie de la démocratie » sans toujours l'admettre (p. 752), ultimes remparts théoriques opposés à la marchandisation sans frein. Entre capitalisme sauvage et démocratie sauvage, Lefort aura sans cesse cherché à dessiner une troisième option cohérente, tant théoriquement que politiquement, fondée sur le clivage entre démocratie et totalitarisme et rejetant toute alternative au capitalisme. Mais, plus que la disparition de l'URSS, c'est d'abord la crise de la social-démocratie elle-même, ainsi que la permanence des luttes sociales et la remontée d'un courant antilibéral, qui reconduisent un tel itinéraire théorique à sa question première : comment penser la démocratie comme construction jamais achevée et en activer ou en réactiver le processus ? Et c'est justement l'urgence présente d'une telle question qui donne tout son sens à la publication de ce volume et à sa lecture.

*Isabelle Garo enseigne la philosophie au lycée Faidherbe à Lille. Elle a notamment écrit Marx, une critique de la philosophie.*